

PAR BASTIEN SCORDIA

21 août 2019, 15:14, mis à jour le 27 août 2019, 07:56

🕒 2 min

Les syndicats des finances publiques lancent un appel à la mobilisation pour le 16 septembre



L'intersyndicale des finances publiques dénonce une "situation alarmante" de son administration. Dans son viseur : les impacts de la mise en œuvre du prélèvement à la source, le projet de réorganisation de l'administration fiscale, les suppressions de postes et plus globalement, le manque de moyens.

La coupe est pleine pour les syndicats de la direction générale des finances publiques (DGFIP). Solidaires, la CGT, FO et CFDT-CFTC Finances publiques appellent "tous" les personnels à une mobilisation nationale "massive" le 16 septembre prochain face à ce qu'ils considèrent comme une "destruction inégalée" de leur direction. Une administration où les appels à la grève sont souvent très bien suivis au regard de ceux des autres ministères.

Dans un communiqué publié lundi 19 août, l'intersyndicale alerte ainsi sur la situation "alarmante" de l'administration "tant au regard de la qualité des missions qu'elle exerce, du service public qu'elle rend que des conditions de travail de plus en plus dégradées de ses personnels"

Services surchargés et postes supprimés

Les arguments avancés par l'intersyndicale sont nombreux. À commencer par le manque de moyens dans le cadre, notamment, de la mise en place du prélèvement à la source (PAS). "Déjà lourdement sollicités en début d'année" du fait de sa mise en œuvre, les services de la DGFIP en charge de la fiscalité des particuliers "voient arriver un nombre croissant de contribuables", expliquent les organisations syndicales. Et d'ajouter que les réductions et crédits d'impôts "sont autant de dispositifs nouveaux qu'il faut expliquer alors que les services sont au bord de la rupture faute de moyens".

L'occasion ainsi, pour les représentants du personnel, de pointer les réductions de postes en cours dans la fonction publique, et plus particulièrement au sein de la DGFIP. Une administration qui supporte en grande partie les suppressions de postes voulues par le gouvernement.

Les moyens "seront à nouveau en baisse avec une énième saignée de 10 000 emplois sur l'ensemble du quinquennat annoncée à l'occasion du débat d'orientation budgétaire pour 2020". Dans le détail, comme l'a annoncé fin juillet le ministre de l'Action et des Comptes publics, Gérald Darmanin, Bercy devrait perdre 2 000 postes environ l'année prochaine.

Réorganisation "trompeuse" du réseau

Autre source de mécontentement des organisations syndicales : la réforme de l'administration qui, selon les syndicats, devrait se traduire par une "chute" du nombre de trésoreries. L'objectif du gouvernement au travers de ce projet, actuellement soumis aux élus locaux, est "d'augmenter le nombre d'accueils de proximité de 30 % d'ici 2022, expliquait au mois de juin Gérald Darmanin. C'est un effort sans précédent qui rompt avec la disparition programmée des accueils de service public".

Or cette réforme "va remettre totalement en cause l'organisation de la DGFIP, sa structuration, les droits et garanties des agents", juge pour sa part l'intersyndicale. "Ce projet, vendu de façon trompeuse aux élus locaux comme un renforcement du service public de proximité, n'est qu'un leurre, souligne-t-elle dans son communiqué. En effet, ces nouvelles cartographies mélangent l'évolution du réseau territorial de la DGFIP proprement dit et celles de points de contact généralistes." Et d'évoquer l'exemple des futures maisons France Services, "qui ne sont pas des services de la DGFIP" et qui "n'auront vocation qu'à offrir un accès numérique".